

LA VÉRITÉ

ORGANE DE LA LIGUE COMMUNISTE (OPPOSITION DE GAUCHE)

Staline se défend

**Zinoviev, Kamenev,
etc., exclus du P.C.R.**

La défense des bases de la dictature du prolétariat dans l'Union Soviétique, la direction de la politique et de l'économie soviétique constituent un capital décisif de l'Internationale communiste. Le sens dans lequel l'avant-garde révolutionnaire affronte et résout les difficultés gigantesques qu'elle rencontre dans sa tâche grandiose nécessite l'effort conscient et collectif des révolutionnaires. Il a fallu la politique de la bureaucratie, jalouse de son prestige, et l'idéalisation antimarxiste et utopique du « socialisme dans un seul pays » pour dissimuler à l'Internationale communiste les ressorts profonds et la situation exacte de la dictature du prolétariat et, par là, pour affaiblir le soutien permanent de ses seuls défenseurs, les rangs des communistes mondiaux.

C'est ainsi que le sens concret de la 17^e conférence du parti russe est encore inconnu des militants du parti. Cette conférence s'est déroulée dans les circonstances graves où les résultats réels du premier plan quinquennal et les effets réels de la collectivisation s'avèrent pleins de menaces. Et l'*Humanité* elle-même parle des « difficultés de croissance ». Ni les résolutions bureaucratiques ni les menaces du chef Staline contre les paniquards ne peuvent tenir lieu de la confrontation sérieuse et nécessaire qu'auraient dû conduire l'I. C.

Mais, quelques jours après cette conférence et ses « unanimités » stériles, de graves mesures sont prises contre de nombreux militants ayant autrefois rempli des postes pleins de responsabilités. Un communiqué lapidaire annonce l'exclusion de Zinoviev, Kamenev, Ouglanov, Petrovsky, Sten, etc., mêlant ainsi les capitulards du bloc oppositional de gauche de 1927 et les dirigeants qui ont appliqué la politique droite du bloc centre-droite Staline-Boukharine jusqu'au tournant de 1929. La présentation des exclus est faite avec un mépris impudent du parti. Zinoviev et Kamenev sont décrits dans la *Pravda* comme des briseurs de grève dénoncés par Lénine en 1917, auquel le parti conserva cependant sa confiance et dont la reconnaissance envers le parti le récompense finalement par cette trahison. On est le parti pour qu'on puisse, avec ces images d'Epinal grossières, se débarrasser de l'ancien président de l'Internationale communiste ?

Les motifs donnés dans le communiqué ne suffisent ni à personne. Les exclus sont accusés d'avoir travaillé à la restauration des Koulaks et du rétablissement du capitalisme en U. R. S. S. Mais ni Zinoviev ni Kamenev — malgré leurs capitulations et leur faillite politique — ne sont des Celor qui relèvent de pareilles condamnations lapidaires.

On accuse les exclus d'avoir préconisé la dissolution des Kolkozoes et l'octroi de concessions au capitalisme étranger pour des entreprises nationalisées. En réalité, l'état actuel de l'industrie socialisée au terme du premier plan, la situation réelle de la production des Kolkozoes qui a nécessité le tournant rapide dans la politique à la campagne, l'élargissement du marché libre, l'octroi de libertés plus grandes au producteur paysan ont posé impérieusement les problèmes de l'économie et de la politique soviétique au sujet desquels l'opposition de gauche sonne l'alarme depuis des années : les rythmes disproportionnés et factices du développement industriel, la collectivisation forcée d'économies paysannes dépourvues de base technique suffisante.

A l'heure où ces questions, masquées par la bureaucratie toujours satisfaite, se posent avec acuité, l'opposition de droite, avec Boukharine et Sokolnikov, relève la tête, il semble que la lettre des dix-huit bolcheviks léninistes soit, en réalité, un document beaucoup plus important mis en circulation dans le parti par plusieurs centaines de droitiers. Il importe que les difficultés sérieuses — baptisées « difficultés de croissance » — ne frayent pas brusquement la voie à la politique des droitiers, laissant la voie libre aux Koulaks et aux nepmans, c'est-à-dire aux « éclaireurs » du capitalisme. Mais, pour cela, il ne suffit ni de pour cela, il ne suffit ni de frapper ni de laisser les difficultés cause le capital de l'Internationale ne peut être réduite à d'obscures luttes de l'appareil. L'heure presse de poser concrètement devant les rangs bolcheviks entiers les problèmes réels de la situation économique et sociale en U. R. S. S. Le sort de l'Union Soviétique en dépend.

**A bas la répression
impérialiste !**

**Amnistie
en Indochine !**

Les nouvelles se font rares sur les quinze camarades arrêtés à Saïgon « pour assurer la bonne marche de l'instruction ». On sait par quels moyens la police coloniale mène dans ses prisons ses « instructions ». C'est ainsi que les journaux de la fin d'août publient seulement la nouvelle tout à fait menaçante de l'arrestation nouvelle de « quatre trotskystes », dans une imprimerie clandestine et la découverte d'une « fabrique de revolvers destinés à pourvoir les sicaires-trotskystes ».

Le journal de la bourgeoisie indigène, la *Tribune Indochinoise*, fait chorus avec la presse colonialiste contre les militants tombés aux mains des oppresseurs, et elle ajoute : « Mais, dira-t-on, il n'y a aucune différence entre les communistes et les trotskystes puisque les uns et les autres comptent, font de la propagande et cherchent à tuer. » (*Tribune Indochinoise* du 31 août.)

Il est grand temps que l'action des travailleurs de la Métropole porte secours aux camarades en danger. Qu'un nouveau coup d'Herriot-Pasquier, l'action de masse réponde pour arracher l'amnistie totale dans la colonie !

La *Défense* du 14 octobre s'élève contre la terreur sans phrases qui sévit sur l'Indochine et contre l'arrestation des « trotskystes » de Saïgon. L'*Humanité* a publié un article sur la répression en Indochine. Mais elle persiste dans son silence criminel sur le sort des étudiants et des travailleurs, hier manifestants devant l'Élysée, aujourd'hui emprisonnés à Saïgon. Pour servir ses intérêts de fraction, la bureaucratie centriste les abandonne en fait à la répression.

A l'aide des révolutionnaires indochinois, il faut agir sans tarder. Sinon, il est clair que quelques articles ou quelques appels intermittents resteront des trompe-l'œil qui ne feront pas avancer la lutte d'un pas. Il faut dès l'ouverture de la session, faire interpellier le gouvernement Herriot soutenu par Blum par un camarade de la fraction parlementaire. Il faut, dès maintenant, préparer dans une série de meetings devant les prolétaires de la métropole la désignation et l'envoi d'une délégation ouvrière dans la colonie. Une action énergique, concrète et suivie est nécessaire.

Des milliers de nos frères de lutte attendent notre action dans les prisons et les bagnes de la bourgeoisie française.

**André Marty
poursuivi**

Une fois de plus, André Marty est poursuivi, pour une lettre adressée au Congrès d'Amsterdam. Dans cette lettre, Marty préconisait — bien en contradiction avec les « décisions » d'Amsterdam — une tactique bolchevique dans la lutte contre la guerre impérialiste.

Il rappelait l'exemple des défaitistes français pendant la guerre — les mutins de 1917 — et des marins de la mer Noire révoltés contre leurs chefs. C'est le rappel de ces exemples que la justice bourgeoise veut frapper une fois de plus.

Nous nous solidarisons pleinement et entièrement avec Marty, avec les exemples cités par lui. Oui, la tactique bolchevique, la tactique de lutte, pendant la guerre, contre sa propre bourgeoisie, pour son renversement, est la seule tactique qui libérera les prolétaires, non seulement de la guerre, mais du régime capitaliste.

Marty est frappé. Mais que feront tous les enthousiastes de la plate-forme barbusienne d'Amsterdam, si, comme le dit l'*Humanité*, c'est le Congrès d'Amsterdam tout entier qui est ainsi frappé par la justice de Chautemps ?

Pour la défense de la plate-forme bolchevique de lutte contre la guerre, dressons-nous contre la répression !

ATTAQUES CAPITALISTES, CONFUSION CENTRISTE

**Herriot lance
son attaque**

Les ministres d'Herriot se sont enfin décidés à déclencher leur attaque. Ils ont annoncé que pour boucler le budget, pour combler les 8 à 10 milliards de déficit, il faut pratiquer des « compressions », et, comme on le sait, ces compressions signifient une attaque brutale contre les traitements, et la porte ouverte aux nouvelles diminutions de salaires dans l'industrie privée.

Depuis des semaines, les organisations syndicales des fonctionnaires, les postiers, les cheminots, etc., se préoccupent de cette attaque. Incontestablement, un esprit de résistance se fait jour dans ces classes exploitées, dont les réformistes et socialistes sont obligés de tenir compte.

Où ou non, les organisations révolutionnaires veulent-elles tenir compte de cette situation ? Veulent-elles que la riposte ouvrière soit vigoureuse ? Veulent-elles qu'à la faveur de cette riposte une large propagande révolutionnaire contre le régime bourgeois soit faite, que l'influence communiste augmente ?

A considérer les faits, on dirait qu'elles ne le veulent pas. Ni le parti communiste, ni la C. G. T. U., n'entrent dans la seule voie qui ouvre la perspective d'un large rassemblement des travailleurs sur une perspective révolutionnaire : la constitution du front unique.

L'expérience l'a prouvé cent fois. Par son isolement, son opportunisme et son sectarisme bureaucratique le mouvement stalinien est incapable d'influencer de larges couches ouvrières. Dans les circonstances actuelles, il s'apprête à en faire une fois de plus la démonstration.

Diviser les combattants, c'est faire le jeu de ceux qui veulent les trahir. Les unir sur une plate-forme initiale acceptable par tous, c'est annihiler l'influence des dirigeants réformistes, c'est entraîner en avant les exploités.

Pour cela, il faut conclure des accords de lutte avec les organisations réformistes. Il faut contraindre les dirigeants unitaires et réformistes à pratiquer réellement le front unique.

Cheminots, postiers, travailleurs de toutes catégories, exigez dans les assemblées syndicales, d'information ou autres, la conclusion d'accords de lutte entre toutes les organisations de classes. Telle est la voie de la résistance efficace à l'attaque.

Or, la voie du parti est toute différente. Le XII^e Plenum a mis à l'ordre du jour, ou plutôt a consacré une politique opportuniste propre à la bureaucratie stalinienne.

D'un côté, on crie aux « revendications immédiates », et de l'autre, on refuse d'utiliser une tactique qui puisse, non seulement permettre aux travailleurs de lutter efficacement pour des revendications partielles ou purement économiques, mais aussi élargir leur lutte sur le plan politique. Le « social-fascisme », le « front unique par en bas », fleurissent plus que jamais ; mais en même temps on dit, comme Thorez dans les *Cahiers du Bolchevisme*, qu'il faut maintenant savoir se contenter de demi-victoires, qu'il faut arrêter les grèves lorsqu'on a obtenu quelques satisfactions et que les ouvriers ne suivent plus le mouvement, en un mot qu'il faut savoir signer des « armistices » (textuel) avec la bourgeoisie !

En réalité, cette position cache le pire esprit de capitulation. Si le parti communiste et la C. G. T. U. menaient une politique de front unique réel dans les grèves, si le parti abandonnait la tactique bureaucratique et opportuniste à la fois de la direction stalinienne, alors il n'y aurait pas besoin de cette nouvelle philosophie de l'armistice : car les luttes pourraient être pleinement victorieuses.

Toutes les phrases sur « les revendications économiques », sur « le chaton », le « levier qui permettra, etc. », restent une phraséologie creuse tant que les stalinien

**Les thèses du XII^e Plenum
et la question syndicale**

Dans le discours qu'il fit au congrès de la Fédération Unitaire des Métaux, tenu samedi dernier à St-Denis, Monmousseau, qui semblait avoir prû, et pour cause, sa belle assurance d'anté, a affirmé ceci : « Il nous faut renverser le mur qui nous sépare des masses. »

Voilà un propos louable à tout point de vue ! Il faut que nous, c'est-à-dire, il faut que le courant révolutionnaire dans le domaine syndical, reprenne le contact avec les masses, il faut vaincre leur méfiance, il faut redevenir l'expression concrète et vivante de leur confiance et de leur volonté de lutte contre le patronat et contre toute la classe bourgeoise.

Parler comme cela, c'est parler avec de l'or dans la bouche, et nous ne saurions ménager à Monmousseau et à son équipe, notre approbation !

Pourtant — tout le monde en conviendra — il ne suffit pas de bons propos pour réaliser une tâche pareille. Pour renverser un mur, et un mur de l'épaisseur de celui qui sépare la C.G.T.U. des masses, il n'est pas suffisant de dire qu'il faut le renverser, mais il faut savoir indiquer avec quels instruments et par quelles méthodes appropriées on se propose de venir à bout de son travail. Or, c'est précisément sur cette ques-

tion que nous ne sommes plus d'accord avec Monmousseau et son équipe, et que nous transformons notre approbation en une critique impitoyable.

D'abord une première constatation. Depuis plus de dix ans que la C.G.T.U. existe, le bilan de son travail se résume dans la confession de Monmousseau qu'un mur la sépare des masses. Est-ce qu'on pourrait présenter un bilan plus désastreux ? Et comment faudrait-il qualifier des hommes qui ayant toujours eu le gouvernail en mains, présentent un bilan pareil ?

Ensuite, c'est un fait incontestable qu'un tel bilan est la conséquence nécessaire et inévitable de la politique qui, dans tous les domaines, a été imposée à la C.G.T.U. Cela est clair particulièrement pour ces dernières années dans lesquelles la consistance numérique et l'influence politique de la C.G.T.U. ont décliné presque verticalement. C'était donc, par un revirement à 180 degrés dans cette politique qu'on aurait pu attendre de la part de Monmousseau et de son équipe, l'indication des moyens nécessaires pour « renverser le mur qui nous sépare du prolétariat ». Mais de cela il n'y a rien. Face à l'effritement du mouvement syndical unitaire, Monmousseau ne trouve comme remède, que la recommandation d'être plus modérés dans les adjectifs contre les adversaires, et d'être un peu moins grossiers envers les ouvriers réformistes, autonomes et chrétiens. Pour le reste, c'est-à-dire pour l'essentiel, tout doit continuer comme avant et même pire qu'avant.

Car, il faut le dire, en fin de compte, Monmousseau est bien peu de chose. Son poids dans la circonstance est presque nul. Ceux qui comptent sont bien plus haut placés que lui, et lui n'a qu'à proférer la menace ou se frapper la poitrine selon les ordres qui viennent d'en haut. Or, précisément, il y a quelques jours, l'*Humanité* a publié la résolution approuvée par le XII^e Plenum de l'I.C. sur les leçons des grèves économiques et de la lutte de chômeurs.

C'est une Résolution qui barre nettement la voie à toute tentative de tournant vers une politique syndicale léniniste et qui ne fait qu'aggraver les causes qui ont déterminé la désagrégation de la C.G.T.U. en France, et des syndicats rouges dans les autres pays. Nous allons en donner quelques exemples.

La théorie de la « Direction indépendante des grèves », c'est une théorie qui est la négation même des syndicats. Selon cette théorie les syndicats sont des organisations desquelles on doit se passer pendant les grèves. L'organisme qui dirige la grève ne doit plus être le syndicat, mais doit être le « Comité de grève », élu par l'ensemble des grévistes. La direction de la grève de la part du « Comité de grève », au lieu de celle du syndicat, n'est plus une nécessité qui nous est imposée dans la mesure où la bureaucratie syndicale réformiste se place au-dessus des syndicats et s'oppose aux nécessités de lutte des ouvriers organisés et inorganisés, mais devient une question de principe qu'on doit chercher à appliquer par tous les moyens et en toute circonstance.

(Suite page 3.)

**Pour la
"VÉRITÉ"**

Depuis plus d'un mois la *Vérité* reparait hebdomadairement. La vente au kiosque, malgré une distribution cahotique, monte chaque semaine, la *Vérité* à la crie manque de régularité, toutefois, l'ensemble des efforts de nos amis permet l'espoir que la *Vérité* hebdomadaire tiendra et se développera. Il faut développer les initiatives, trouver de nouveaux abonnés, nous adresser des adresses de possibles, en un mot : militer pour votre journal. Le retour à l'hebdomadaire est un progrès, il faut multiplier les efforts pour en développer les conséquences.

Ainsi que nous l'avons annoncé, nous ne publierons pas la semaine prochaine le numéro hebdomadaire de « La Vérité ». Le prochain numéro de « La Vérité » paraîtra le jeudi 3 novembre.

Par contre, le numéro 43 de « La Lutte de Classes » paraît la semaine prochaine. Tous nos lecteurs doivent demander « La Lutte de Classes » à partir de jeudi prochain dans les kiosques et librairies où ils achètent régulièrement « La Vérité ». Au sommaire de ce numéro se trouvent d'importantes lettres d'U. R. S. S., des documents sur la situation aux Etats-Unis, etc.

Donc, que la semaine prochaine chacun de nos amis achète « La Lutte de Classes » au lieu de « La Vérité ».

ne changent pas radicalement leur tactique. C'est un alibi. Car avec la tactique, si l'on peut dire, définie par le XI^e Plenum, le parti et la C. G. T. U. iront une fois de plus à la défaite.

C'est pourquoi il faut dire : pour répondre à Herriot, pour répondre au plan d'affaiblissement de la bourgeoisie, revenez à la tactique léniniste du front unique, luttez pour la victoire des idées de l'opposition de gauche !

**Camarades ! venez tous le 6 Novembre
à la commémoration de**

l'Anniversaire de la Révolution d'Octobre

à 14 heures 30, Salle des Jeunesses Républicaines, Rue Dupetit-Thouars

Page 2
LA CRISE DU PLAN QUINQUENNAL : SITUATION ECONOMIQUE DE L'U. R. S. S.

Page 3
LES ELECTIONS EN BELGIQUE

Page 3
CHEZ LES CHEMINOTS APRES LA GREVE DU LANCASHIRE

Page 4
LA VIE DU PARTI.

LETTRE DE BELGIQUE

LES ÉLECTIONS COMMUNALES

Avance socialiste et poussée communiste

Les résultats des élections pour l'ensemble du pays indiquent une avance socialiste et une poussée communiste dans les centres industriels du Hainaut.

Non seulement, les travailleurs en général, mais une partie des classes moyennes ont voté contre la politique réactionnaire du gouvernement.

La hausse du coût de la vie résultant des mesures de contingentement prises par le gouvernement.

Le menace de réduction des indemnités de chômage, des pensions de vieillesse, des pensions d'invalidité aux anciens combattants.

Les menaces de réduction des salaires des fonctionnaires de l'Etat.

Toutes les mesures de restriction que le gouvernement veut appliquer pour trouver le troisième milliard qui lui est nécessaire pour combler le déficit du budget, ont contribué à rallier aux socialistes les masses mécontentes et inquiètes de cette politique réactionnaire.

La traditionnelle démagogie électorale du P.O.B. a trouvé auprès de ces masses un terrain favorable.

Pour battre la réaction volez socialistes, tel était l'appel électorale du P.O.B.

Il est si doux de croire qu'en votant « socialiste » on peut battre la réaction, que malgré les déceptions passées, les travailleurs dans leur grande majorité se sont laissés bercer par cette vieille illusion.

Nous nous réjouissons de ce que les élections marquent une poussée à gauche, elles indiquent un mécontentement qui s'exprime par voie.

Le malheur, c'est que le P.O.B. qui en bénéficie électoralement au lieu de transformer ce mécontentement en volonté de lutte réelle contre la réaction, va le canaliser sur le terrain parlementaire et ainsi lui donner « une soupape d'échappement » qui retardera les possibilités de la lutte directe nécessaire à mener par les masses pour empêcher la réaction de réaliser ses plans.

Déjà, toute la presse socialiste s'écrit au gouvernement « démission ou dissolution » !

S'appuyant sur le succès électoral du P.O.B. aux élections communales, les chefs socialistes ont au gouvernement réactionnaire : « Allez-vous en ! » C'est pourtant à ce même gouvernement qu'ils votaient la confiance au cours des grandes grèves contre la misère en juillet dernier.

Les chefs socialistes ne veulent pas alors s'appuyer sur l'action directe des masses pour obliger le gouvernement à s'en aller !

Après avoir pu arrêter et briser le formidable mouvement de grève générale du Hainaut, après avoir ébranlé et poigné la grève générale des mineurs.

Alors qu'au cours de la grève, le mécontentement des travailleurs vis-à-vis des chefs du P. O. B. s'exprimait hautement, malgré cela le P.O.B. remporte un succès électoral incontestable qui nous montre à quel degré les illusions parlementaires sont encore grandes chez les travailleurs de ce pays.

seule promesse : les aider dans leurs luttes pour la défense de leurs intérêts.

Le fait que les communistes allaient aux élections avec à leur programme : battre la réaction par la lutte directe des travailleurs en disant à ceux-ci qu'ils ne devaient pas se faire des illusions, que la seule force capable d'arrêter les attaques de la réaction était leur résistance directe.

Cette honnêteté politique ne pouvait rallier aux communistes que les travailleurs les plus combattifs. Et le nombre de ceux-ci dans l'ensemble du pays, surtout dans les centres industriels est assez important pour espérer que par un travail opiniâtre parmi l'ensemble des travailleurs qui n'ont pas su au moment des élections se détacher de la social-démocratie, il sera possible aux communistes de les gagner à la lutte directe pour la défense de leurs intérêts.

Ce que les masses qui ont voté « socialistes » attendent des élections, c'est l'arrêt des attaques contre leurs conditions de vies, c'est l'amélioration de celles-ci. Or, cela n'est possible que si les travailleurs luttent eux-mêmes contre le patronat et son gouvernement.

De cette lutte, les chefs socialistes sont et restent les adversaires les plus acharnés et les travailleurs qui ont voté pour eux se sont acculés par les nécessités de la vie à se rallier aux mots d'ordre de lutte des communistes.

L'opposition de gauche, du parti communiste belge.

Les résultats électoraux dans la Région de Charleroi

Dans cette région importante les communistes obtiennent 22.520 voix. Les socialistes démocrates, 70.588. Vu le système de répartition, les socialistes obtiennent 123 sièges et les communistes 21.

Les communistes obtiennent 22.520 voix. Les socialistes démocrates, 70.588. Vu le système de répartition, les socialistes obtiennent 123 sièges et les communistes 21.

CAMARADES DU PARTI

Lisez les Manifestes, Thèses et Résolutions du 1er et du 2e Congrès de l'U.R.S.S. dans les numéros 41 et 42 de La Lutte de Classes.

La Lutte de Classes

Au sommaire : Trotsky : La victoire de Hitler signifie la guerre contre l'U.R.S.S. — Strock : Les décrets loi de Papen. — J. Jacques : La S.F.I.O. devant le fascisme allemand. — Manifeste et Thèses du 3e Congrès de l'I.C. — Lettres d'U.R.S.S. : Sur le nouveau tournant dans la politique économique. — Lettres de Changai. Dans l'opposition internationale : Angleterre, France, etc...

Les enseignements de l'affaire Celor

Dans notre dernier numéro nous avons déjà parlé de cette affaire, mais nous voulons encore y revenir : non pas pour élever cette trahison contre le Parti, comme l'a fait le Populaire, mais pour en tirer les enseignements utiles au Parti lui-même.

Celor a occupé les postes les plus responsables. Il fut, avec Barbe le dirigeant du Parti. Comme chef d'un groupe il fut envoyé ainsi que Barbe à Moscou pour assister à une école leniniste, et, cela sans tenir compte des protestations de la base.

Les membres du Parti ont été stupéfaits en apprenant que Celor était ex-commissaire policier. Et, pour eux une question se pose : comment se fait-il que cet agent de la Tour Pointe ait pu gagner la confiance du Parti, de l'I. C., et occuper les postes les plus responsables et y rester pendant sept ans ?

Celor n'est pas le seul : ay, Joubert, Marie Bruant et en province Rouel, Vedovini l'ont précédé. Tous ont occupé ces postes responsables.

Une chose cependant caractérise les Celors et Cie, c'est la facilité avec laquelle ils ont voté toutes les résolutions de l'I. C. leur haine du « trotskysme » et leur politique d'exclusion envers les camarades qui luttent contre la fausse politique de l'I. C.

Ces individus n'avaient aucune capacité politique. C'est uniquement en riant bien fort la justesse de la politique de l'I. C. et en accablant d'injures l'opposition de gauche qu'ils ont réussi à occuper des postes haut placés.

Dans le discours que Celor prononça au Comité Central le 17 juillet 1930 (1) il essaya de nous mettre dans le même sac que la social-démocratie et les pupistes. Priant des faiblesses du P.I. dit :

« Puis nous avons eu cette sous-estimation d'ensemble du Parti à l'égard de la lutte contre le prolongement de la social-démocratie ; la lettre ouverte ne contient pas un mot de la lutte contre le trotskysme. » (page 15).

Dans le rapport qu'il fit au Comité régional de la région parisienne le 11 août 1930 il charge contre l'opposition :

« Les trotskystes, les opportunistes d'hier, d'aujourd'hui et de demain, les oppositionnels à tout crin, ont, nous et sommes certains, crié au réformisme, à l'abandon de notre perspective révolutionnaire, de notre ligne. »

« Camarades, nous déclarons nettement que tout cela est autant de mensonges destinés à tromper les ouvriers communistes, destinés à désorganiser (sic) notre Parti. »

Parlant d'un article de la Vérité il déclare : « Jeter le trouble, le scepticisme dans nos rangs (sic), c'est leur travail. »

Ainsi telle est la méthode des agents de la Tour Pointe : traiter les autres de désorganisateur et d'agents de la bourgeoisie pour ne pas être soupçonnés eux-mêmes.

La responsabilité de l'I. C. et de tous ceux qui ont contribué à élever Celor est grande.

C'est en étouffant les discussions politiques dans le Parti ; en traitant de contre-révolutionnaires les camarades qui critiquent les instances supérieures ; en excluant comme renégats d'honnêtes ouvriers pour le seul crime d'avoir été en désaccord avec les bureaucrates ; en comptant avec légèreté des éléments qui ont pu être recrutés par l'opposition révolutionnaire se réduisant à sembler un fait accompli, que les bureaucrates staliniens ont facilité la rentrée des Celors dans les organes supérieurs du Parti.

La bureaucratie stalinienne, pour accomplir sa politique néfaste du « socialisme dans un seul pays », ne veut pas de révolutionnaires conscients et capables à la direction du Parti.

Elle veut des éléments qui sachent se soumettre et de trois catégories : les ignorants ou les suivants qui sont incapables d'être des dirigeants

(1) Discours de Celor, Thorez, Barbé, brochure distribuée aux cellules.

Bruits et réalités au sujet d'une prochaine amnistie en Italie

A part l'interview donné par le sieur Carlo Bazzi (haut-parleur fasciste à l'étranger) à un journal parisien, interview où sont confirmés les bruits répandus depuis quelques semaines au sujet d'une prochaine amnistie mussolinienne, c'est surtout les informations du Temps qui offrent le plus d'intérêt. Les bruits recueillis par le correspondant romain de ce journal pourraient être ainsi résumés :

1) Une amnistie destinée à contribuer à la pacification générale soulignerait le caractère de soi-disant détente politique qui devrait marquer le dixième anniversaire de la Marche sur Rome (28 octobre prochain) ;

2) De cette amnistie seraient exclus seulement les chefs du Parti communiste condamnés à des peines qui varient autour des vingt ans de réclusion ;

3) Afin de donner un plus grand relief à la mesure d'amnistie, le Tribunal Spécial lui-même serait, sinon supprimé, au moins profondément transformé ; il serait en quelque sorte agrégé aux tribunaux de droit commun et ne formerait qu'une simple section du Tribunal pénal ;

4) Allusion est faite à « une réforme des plus importantes concernant la liberté de la presse » (réforme qui, toujours suivant les informations du Temps, consisterait à donner une plus large liberté de critique aux journaux existants, jusqu'à « admettre la publication de nouveaux journaux qui, comme le Lavoro, de Gènes, tout en correspondant à des idées qui ne sont pas fascistes, ne font pas de l'opposition au régime » ;

5) Autre réforme de poids : Le secrétaire-général du Parti serait supprimé ; à sa place fonctionnerait un triumvirat ayant simplement des fonctions d'ordre technique et pratique. La tendance est — aussi dans les milieux gouvernementaux — de considérer maintenant le parti (fasciste) comme un poids mort, nuisible à la bonne marche des affaires. Il coûterait fort cher sans rien produire ; il serait une cloison entre le peuple et le régime. »

Telles sont en peu de mots les nouvelles propagées récemment au sujet de l'évolution prochaine du régime des chemises noires. Et puisque le 28 octobre n'est pas bien loin, on pourrait juger plus utile, avant de juger de ces ru-

meurs, de les contrôler à la pierre de touche des faits.

Toutes les « réformes » fascistes dont il est maintenant question reflètent le stade actuel d'évolution du régime mussolinien. Le fascisme est arrivé au pouvoir par la mobilisation des couches moyennes contre le prolétariat révolutionnaire. Au cours de ses dix années de pouvoir, ses bases sociales se sont rétrécies, jusqu'à perdre l'appui des masses de la petite bourgeoisie qui lui avaient fourni jadis ses troupes les plus actives. Il s'ensuivit nécessairement la bureaucratiation du Parti fasciste et des Corporations, c'est-à-dire la suppression de fait de ces organisations appelées à captiver d'une part, les couches moyennes et de l'autre, les masses ouvrières pour les insérer dans l'Etat fasciste. Celui-ci a de plus en plus évolué vers la forme de dictature militaire-policrière.

Mais à la longue il devient impossible de régler par la seule force des baïonnettes et de la police spéciale ; et moins que jamais à l'époque actuelle où existent des grands centres industriels, des agglomérations ouvrières puissantes, des moyens de communication inconnus à d'autres époques de réaction. Le régime fasciste de la bourgeoisie italienne, — isolé de la classe ouvrière comme il l'a toujours été, isolé des couches sociales moyennes — n'a fait qu'élargir et approfondir le fossé entre lui et le peuple. Il ne peut pas « durer » par la simple vertu du peloton d'exécution, mais il ne peut non plus « aller au peuple » sans être écrasé par lui. Sans doute, cette contradiction mortelle, il est forcé de chercher les bases d'un nouvel équilibre, voir même, comme dans le passé, un compromis avec les partis de la démocratie, en combinant la méthode forte avec une certaine « douceur ». Mais justement toute l'expérience du passé porte contre une telle possibilité.

Il ne s'agit pas ici de savoir, dans quelle mesure, de la part des fascistes ou de la part des démocrates, le compromis peut être désiré ou voulu. C'est une question qui peut intéresser le domaine de la psychologie. Et il pourrait être fort possible que bon nombre d'émigrés antifascistes, démocrates, — éproués par les privations et par la vie de misère de l'émigration, — ne cherchent qu'un prétexte pour capituler, prétexte qui leur serait offert par l'« amnistie » de Mussolini. Mais ce qui rend impossible de « combiner » la démocratie à la méthode fasciste, ce qui rend impossible de « concilier » les deux méthodes, sont les raisons mêmes pour lesquelles le régime mussolinien a dû en venir aux lois d'exception et au Tribunal spécial : il ne peut exister qu'en surprimant toute forme d'organisation autonome des masses hostiles. Pousse par cette exigence, il a dû arriver même à la « suppression » du Parti fasciste et des Corporations.

Toutefois, avant d'arriver à ces mesures, toute une longue période de luttes fut nécessaire. Or, le processus descendant du fascisme ne sera ni plus simple, ni moins sans contradictions. Remarquons pour le moment que les formes parlementaires, jusqu'à la suppression totale de toute forme de liberté (de réunion, d'organisation, de presse, etc.), est forcé de « manœuvrer » à nouveau avec l'idée de la liberté de presse, de liberté de critique, etc. Jusqu'à quel point cette évolution peut-elle se produire, dans quelles formes se concrétisera-t-elle, tout cela ne dépend ni de la bonne volonté du « droit », ni de la bonne volonté des social-démocrates ou autres ; mais en premier lieu et surtout de l'action des masses populaires.

La tâche du Parti communiste ne consiste pas à remplacer l'évolution révolutionnaire par les phrases révolutionnaires ; mais à bien comprendre les rapports réels afin de les changer en faveur du prolétariat. Le Parti communiste italien pourra devenir un facteur important de la situation s'il ne se laisse pas prendre au dépourvu, comme l'Internationale en Espagne, par les événements, en refusant de reconnaître le processus révolutionnaire, réel, pour ne croire qu'à ses propres schémas bureaucratiques.

FEROCI.

Aperçu sur le développement économique de l'U.R.S.S. en 1931-32

Selon Birman, pour une diminution du nombre des ouvriers de 6,9 par rapport au mois de janvier, la production du charbon a diminué de 28 % en août. Cette diminution de la productivité ouvrière s'observe dans les autres industries : Naphte, 2,7 % ; chemins de fer (construction) : 3,6. Autre, ment dit, le défaut de l'équipement industriel (et le Donetz en est un exemple frappant) ne peut plus être comblé par l'intensification du travail ; la limite est atteinte. Et le caractère de l'industrie nationale aité aux dépens de la classe ouvrière se dévoile présentement.

Table showing industrial production in the USSR by sector and month for 1932. Includes columns for Plan and Production effective.

Table showing steel production in the USSR by month and period for 1932. Includes columns for Tonnes and specific production figures.

Les transports sont dans un état critique. La réfection des wagons n'est exécutée que de 65 % par rapport au plan. Les nouveaux décrets ordonnant de porter à 8.150 wagons le nombre des réparations mensuelles, ne sont exécutés que dans la proportion de 30 à 35 %. Les travaux de terrassement des nouvelles voies ne sont exécutés que dans la proportion de 13 % (voies Valouïk-Penzak, Omsk, 15 %). Il en est de même de la construction de la double voie Moscou-Kazan. La réfection des voies ferrées ne voit son programme exécuté que de 45 %, celui du changement de voies, 32 %. (Chiffres pris dans les Vestigia du 10 juillet 1932). Il faut adjoindre à ces chiffres les brèches des années passées. (Voir l'analyse de Rakovsky pour se rendre compte de ce que cela signifie réellement). Un décret du Commissariat des Voies et Communications essaie d'y remédier en élargissant les normes de la production. (Décret daté du 29 juillet 1932.)

Un tel état de choses ne manque pas d'avoir une répercussion sur la vie économique du pays. Voici le tableau du nombre moyen des wagons chargés :

Table showing the number of loaded wagons for different months and periods in 1932.

Commentant ces chiffres, la Pravda du 25 août écrit : « Sur 9 lignes, le nombre de wagons non chargés prend des proportions incroyables. La Ligne de Kazan a un manque de chargement par rapport au plan de 38 %. Celle de l'extrême-Orient, 33 % ; celle de Tomsk 30 % ; à l'est, 25 % ; au nord, 30 % ; celles d'Ekaterinburg, Perm, Omsk, 30 % ». En outre, « le chargement au 21 août est de 50.009 wagons sur toutes les voies, et en présence de cet état de fait, le transport du blé et du bois a empiré. Rien que pour ce jour, par la faute des chemins de fer, 1.024 wagons de blé, 1.661 wagons de charbon, 7.143 wagons de bois et 1.579 wagons de matériaux de construction n'ont pu être chargés. » (Pravda, 25 août 1932.)

Par ailleurs, les transports par voies d'eau ne sont pas dans une situation plus brillante. Le plan de navigation n'est réalisé que pour 42,1 %. Ainsi le transport du naphte est réalisé dans une proportion de 82,5 %, soit :

Table showing oil transport statistics for June, July, and August.

Le transport du bois, de 81 %. Parallèlement, les avaries ont augmenté de 30,4 % par rapport à l'année dernière. Elles atteignent le pourcentage de 86 % sur la Volga. Evidemment, le retard constaté dans l'industrie s'y répercute, car cette dernière « exécute mal ses engagements envers les transports maritimes ». (Vestigia du 23 août.)

La situation de la GLASSE OUVRIERE. Les difficultés d'approvisionnement des villes, le manque de viande, de sucre (pas un morceau de sucre de gâché ! recommande la presse soviétique des mois de juillet et d'août) ont une influence directe sur la situation matérielle des ouvriers. De plus, l'inflation aggrave le problème du budget ouvrier et réduit à une juste proportion les augmentations de salaires qu'annonce la presse russe. En effet, le rétablissement du marché libre, réduit le salaire nominal à sa valeur réelle, qui devient plus réduite à mesure que se développe l'inflation.

Mais intervient ici, dans l'examen de la situation de la classe ouvrière, le problème de sa place dans la production. En effet, et Rakovsky a insisté sur ce point, un accroissement quantitatif de la production dans la période précédente n'a pu, devant les moyens techniques utilisés et les rythmes impulsés, être acquis qu'aux dépens de la force de la classe ouvrière. Autrement dit, l'accroissement de la production a été atteint par un intensification du travail ouvrier et non pas par un accroissement de la productivité ouvrière, c'est-à-dire par des mesures techniques et une mécanisation développée qui permettraient d'acquiescer les normes de la production sans un accroissement du travail personnel de l'ouvrier, mais bien au contraire en le soulageant.

C'est là le problème de la rationalisation socialiste et de la qualification.

Or, actuellement, la production tend, ainsi que nous l'avons noté, à prendre une courbe descendante, et dans la mesure où la productivité n'a pas été atteinte, c'est l'intensification du travail ouvrier qui diminue. En 1930, à la fin de l'année, Rakovsky indiquait, qu'à son avis, l'intensification du travail aux dépens des nerfs et de la santé ouvrière avait atteint son plafond. Aujourd'hui, nous commençons à retrouver la justesse de cette opinion.

En effet, nous avons précédemment indiqué les chiffres mêmes que la presse soviétique a été contrainte de donner, et qui accusent une diminution de la productivité ouvrière de 2,7 % dans l'industrie du naphte, de 3,6 % dans celle des constructions ferroviaires, ou encore plus accentuée dans l'industrie minière. Par elle-même, l'industrie minière donne un exemple frappant de ce phénomène. Car, dans la période précédente, la production atteinte l'a été aux frais de la force ouvrière, étant donnée la non-mécanisation nécessaire à cette industrie ; mais aujourd'hui se développe la seconde phase qui est celle où l'ouvrier ne peut plus soutenir les rythmes impulsés, et où apparaît le défaut de mécanisation.

Dans la citation que nous avons donnée lors de l'examen de la production minière, il faut noter la phrase de la Pravda où il est dit, entre parenthèses, que « les données d'extraction par homme sont assez souvent dépassées ». L'aveu à son prix.

Ainsi donc, sur la fin du plan quinquennal, la situation des ouvriers au sein de l'industrie ne s'est pas améliorée, pour la raison que l'industrie elle-même n'a amélioré sa production qu'au prix de la force ouvrière, et qu'aujourd'hui, en dehors du problème de la qualité d'une telle production, les contre-coups de la décroissance inévitable de l'intensivité de la production ouvrière se retournent contre elle, en laissant la classe ouvrière à un niveau de vie amoindri. Ainsi reste tout entier, et plus urgent que jamais le problème de l'amélioration de la situation de la classe ouvrière.

La direction staliniennne a été forcée de s'en rendre compte et a tenté de prendre des mesures envers les contre-coups de la diminution de la production ouvrière. En date du 13 juillet 1932 fut édicté un décret dans lequel on préconise la « normalisation » de l'industrie, c'est-à-dire qu'on ordonne de tirer profit de la mécanisation de la production, mais malheureusement, aucune mesure n'a été parallèlement prise pour améliorer le sort de la classe ouvrière au sein de cette même production. Et ce problème urgent reste entier.

OU EN SOMMES-NOUS ?

Il est nécessaire de trier le bilan provisoire de la situation que nous venons d'analyser. En effet, la situation que nous avons décrite est celle de la fin du plan quinquennal. Autrement dit, il y a nécessité de faire le bilan véridique des quatre années écoulées pour voir où on en est, afin de pouvoir établir un second plan quinquennal en rapport avec le bilan du premier. C'est là une tâche à laquelle on devrait s'atteler de toute urgence. Néanmoins, nous pouvons tirer quelques conclusions provisoires.

La tâche du premier plan quinquennal, pour le principe et l'application duquel l'opposition a bataillé des années durant, était d'accroître la capacité industrielle de la Russie, c'est-à-dire de l'industrialiser, afin d'augmenter sa puissance économique et renforcer ainsi la dictature du prolétariat ; d'autre part, d'accroître la production agricole, d'améliorer les rapports entre la ville et la campagne, et de jeter et renforcer sur l'économie agraire collective, visée. Il n'est pas d'une nos intentions actuellement de refaire l'histoire de ce qui s'est véritablement passé (il sera nécessaire et instructif de le faire un jour), mais nous devons marquer les phases principales.

La restauration de l'économie russe au niveau d'avant-guerre, et cela après la guerre, la révolution et la guerre civile, peut être considérée comme atteinte en 1925.

À cette date, dans la brochure que nous avons citée dès le début, Trotsky traçait les perspectives d'avenir, les normes et les rythmes possibles d'un développement ultérieur. La direction staliniennne et la lutte contre l'opposition de gauche ont eu leurs répercussions sur la marche économique de l'U.R.S.S. Pour résumer cette période, on peut marquer les points suivants de l'oscillation de la politique économique de Staline.

LETTRE D'ANGLETERRE

Dans le Lancashire après la grève du textile

Après un mois de lutte, la grève des ouvriers textiles des cotonnades du Lancashire a été brisée de l'intérieur. La conférence des patrons et des chefs syndicaux, convoquée par les représentants du gouvernement national, conclut un arrangement qui satisfait pratiquement toutes les revendications des employeurs.

Grâce à la trahison des chefs trade-unionistes, les patrons ont obtenu une réduction de salaire d'un shilling 8 pence par livre sterling, le droit de renvoyer les grévistes, la voie ouverte pour pousser l'introduction d'un plus grand nombre de métiers par ouvrier, et l'établissement d'un chronométrage des machines permanent.

« L'arrangement » conclu à cette conférence fut accueilli avec un profond mécontentement par les ouvriers. Au meeting des Délégués syndicaux, tenu pour examiner l'accord, les dirigeants ne purent faire adopter les points proposés que par une majorité particulièrement réduite pour de tels meetings.

Dans la filature, les revendications patronales ont été de nouveau rejetées par les ouvriers. Cette branche n'était pas entrée dans la réconciliation, les ouvriers demandant que les chefs syndicaux déclenchent une grève générale du textile; la pression fut si puissante et l'exemple des ouvriers de Burnley si enthousiasmant qu'après avoir temporisé les chefs syndicaux furent obligés de déclarer la grève. La réponse étonna les officiels des syndicats, et aussi les patrons; des bourgeois qui n'étaient pas entrés en grève depuis des années, débayerent. En dépit de la terreur policière, les ouvriers obligèrent, grâce aux piquets massifs, à la fermeture des quelques usines qui travaillaient encore.

Cette splendide réponse fut due principalement au fait que les exigences des patrons relativement aux salaires unifièrent toutes les petites luttes des 3 dernières années. La lutte contre le système de la conduite des multiples métiers par chaque filleur, contre les attaques parliésiennes, l'incapacité à faire passer les patrons dans les dernières années, et contre les brimades, furent toutes réveillées et englobées dans cette lutte contre les diminutions de salaires. Qu'un tel esprit de lutte ait été trahi est dû à l'incapacité d'établir, dans la région entière, une forme quelconque de direction qui puisse prendre en mains la lutte.

« L'accord » ne met pas fin à la lutte des ouvriers textiles, et les exigences des patrons relativement au niveau de vie dans le Lancashire ne sont pas terminées avec l'actuelle diminution de salaire. La lutte se développera et s'étendra parce que les causes de cette lutte sont trop profondes pour pouvoir être dominées par les dirigeants des trade-unions. La base de la lutte existe dans la situation de l'industrie elle-même.

L'INDUSTRIE TEXTILE

Le coton, comme le charbon, a joué un rôle important dans l'ascension du capitalisme britannique. Avant la guerre, le commerce cotonnier britannique, qui occupait un quart de ses exportations totales, représentait plus de 70 % du commerce cotonnier mondial. Aujourd'hui, ces 70 % sont tombés à 40 %.

L'industrie du Lancashire a sans doute souffert de ce déclin général du commerce cotonnier dans le monde, mais il en a souffert bien plus que ne le justifie ce déclin. Non seulement les exportations du Lancashire sont tombées de 73 % à 40 % du commerce mondial, mais l'absorption des produits cotonniers dans l'Angleterre elle-même est tombée des 2/3 depuis 1912, en dépit d'une réduction des importations de 30 %. L'Angleterre souffrit dans l'Inde de la production indigène et de la concurrence japonaise. De même pour la Chine. Dans les Indes néerlandaises, en Egypte et en Afrique, le Japon écrasa le Lancashire. En 1930, le commerce cotonnier du Lancashire était de 36 % plus bas que les chiffres de 1913. La même année, le commerce avec les Indes était tombé de 76 %, et celui avec la Chine de 90 %.

Dans cette lutte avec des rivaux hautement outillés, le Lancashire est handicapé par son état arriéré, héritage de son époque de suprématie. La sur-capitalisation, le lourd endettement, la technique arriérée, la fragmentation excessive, les charges commerciales et de finition élevées, les taxes lourdes et l'intérêt de plus en plus élevé, tous ces facteurs et d'autres encore accablent sans espoir l'industrie cotonnière du pays. Et ces facteurs sont si étroitement liés avec le facteur existant que toute tentative de réorganisation rencontre l'opposition féroce des droits de propriétaires. Seule, la révolution peut rejeter ces droits de propriété, ces limites d'intérêt et ces survivances d'anarchie.

Voici quelques chiffres qui illustrent les effets généraux du déclin. Les exportations d'ensemble des cotonnades, en 1913, montaient à 7,075 millions de yards, et en 1930, à 1,730 millions. Les pertes principales viennent de l'Inde, quoique de l'Inde reste encore le principal marché du Lancashire. Les produits achetés par l'Inde tombent de 3,000 millions de yards en 1913 à 355 millions en 1931.

Ce déclin est puissamment reflété dans les chiffres qui montrent le nombre d'ouvriers employés dans cette industrie. En 1912, le nombre en était de 621,516. En 1930, ce nombre était tombé à 379,234. Actuellement, près de 40 % des ouvriers de cette industrie sont en chômage, et parmi eux, 43 % sont sans soutien, grâce aux décisions du gouvernement national.

Cependant, les derniers mois ont vu une certaine amélioration dans le commerce cotonnier du Lancashire. Les chiffres suivants montrent cela; ils indiquent le niveau des exportations mensuelles de cotonnades hors d'Angleterre :

Table with 2 columns: Year/Month and Yards (carres) millions. Rows include Moyenne mensuelle pour 1913, 1930, 1931, and months from Janvier to Août 1932.

Les chiffres ci-dessus montrent qu'une certaine amélioration s'est faite, quoique ce soit seulement une amélioration au-dessus du très bas niveau de 1931. Elle est due au boycottage des marchandises japonaises en Orient et à l'abandon de l'étalon-or en Angleterre. Nous devons user de ces chiffres avec grande prudence.

LES OUVRIERS DU TEXTILE ET LE PARTI

Les ouvriers des textiles du coton étaient autrefois les plus réactionnaires parmi la classe ouvrière anglaise. Leur syndicat, créé dans la période où cette industrie avait un monopole de fait, reflète l'état chaotique de l'industrie et les conditions d'il y a 50 ans.

Il y a 40 ou 50 syndicats différents dans cette industrie. Ils sont dirigés surtout par des gens qui sont parvenus à cette situation, parce qu'ils ont de bonnes machines à calculer. La méthode de paiement par liste des prix a rendu nécessaire l'élection d'officiels qui soient des bons calculateurs, et rien d'autre. Par suite, les dirigeants des syndicats cotonniers, au moins les plus élevés, sont parmi les plus réactionnaires. L'organisation hautement sélectionnée du syndicat rend possible la division des ouvriers, et leur trahison par les bons dirigeants.

Depuis des années, le parti a essayé de gagner en influence dans ce syndicat et a échoué. Il proclame hautement ce fait que les conditions nouvelles de l'industrie, radicalise les ouvriers. Durant la grève, cette radicalisation a été exagérée à un degré extrême, et les gains du parti après la fin du mouvement ont été minimes.

Nulle part, une direction autre que celle des réformistes ne fut établie. Dans les grandes usines, il n'y avait pas ou peu de contact avec le parti. Dans les principaux syndicats, le parti n'avait pas de fractions. Et en dépit d'une propagande intensive, la fin de la lutte trouva le parti fort peu avancé.

Pour la plus grande partie, le Parti fonctionna comme aile gauche des syndicats. Comme dans les mois passés, son agitation dans cette lutte fut entièrement faite sur la plate-forme des revendications immédiates. Nulle part ne fut faite une propagande solide pour montrer comment cette lutte était liée des conditions changées de l'industrie, et comment la lutte révolutionnaire dirigée par un parti révolutionnaire pouvait seule apporter une solution permanente, aux problèmes posés par les ouvriers du textile.

Le chômage

Il ne manque pas de signes qui indiquent que le prochain trimestre verra une grande lutte entre le gouvernement et les chômeurs. Dans de nombreuses grandes villes, des émeutes

LA VIE OUVRIERIE

Chez les cheminots

La situation des Agents des gares

Ce sont des corvées à merci qu'il faudrait les appeler. La journée de huit heures existait-elle encore dans les chemins de fer ? Si dans les services roulants, les dépôts, les ateliers, les huit heures sont en général appliquées, il n'en est pas de même dans les gares, stations et haltes.

Faisons un peu d'histoire. Lorsqu'en 1922, Le Troquier ministre des Travaux publics, sortit son fameux décret réglementant le travail dans les gares et établissements des Compagnies, il inaugura cette esroquerie monstrueuse d'établir une différence entre la durée de présence et la durée du travail effectif. Par cette application de la loi, des agents sont condamnés à faire de 9 à 13 heures de présence, qui ne leur compte que pour 8 heures de travail effectif.

Il a été reconnu que dans certains postes, certaines gares, les agents avaient des périodes d'inaction et ces périodes sont récupérées par l'augmentation de la durée de présence. M. Peytral, ministre des Travaux publics d'Herriot en 1924, changea quelque peu la formule, mais le principe resta le même et les agents qui avaient fait confiance au bloc des gauches furent roulés comme au tournant.

Et quelles ont été les réactions des décrets Le Troquier et Peytral ? Les agents des grandes gares ? Que non ! Le pourcentage des grévistes en 1920 y avait été trop grand ; ils étaient trop groupés, leur solidarité pouvait encore s'éveiller et donner du fil à retordre aux dirigeants des réseaux. Ceux-là, on les laissa tranquilles avec leurs 8 heures de présence. On s'attaqua aux petites gares, stations, haltes, dans les boîtes ou il n'y a que de 1 à 10 agents. Dans ces boîtes on les agents sont isolés, où le pourcentage de grévistes fut extrêmement faible, le décret fut appliqué dans toute sa rigueur ; aux agents qui avaient été fidèles en 1920, on demanda à leur fidélité un effort de plus : 10 à 12 heures de présence fut leur lot.

Une fois le principe établi, ce fut un jeu d'enfant pour les Compagnies de transformer les 10 et 12 heures de service effectif en 10 et 12 heures de présence. Plus tard, afin de faire des économies, les hommes d'équipe furent supprimés et remplacés soit par des tâcherons, soit par des journaliers : dans les stations à trafic assez soutenu, le chef touchait une indemnité spéciale pour embaucher à son compte des journaliers. Ces jours derniers, sur certains réseaux, les indemnités furent supprimées ; le travail est maintenant effectué par le chef de station seul, ou aide d'un facteur quand la station est assez forte. Ce sont maintenant des 12 et 14 heures de travail effectif qui sont la règle générale. Dans la journée, on fait les manœuvres, on sert la clientèle, on charge les wagons

d'une grande envergure, on a lieu, montrant crûment l'agitation parmi les chômeurs. Dans ces échafaudages, le parti n'a joué qu'un petit rôle. L'année dernière, lorsque l'attaque du gouvernement national contre les chômeurs fit descendre dans les rues des centaines et des centaines de milliers de sans-travail, le parti ne gagna, par suite de ses méthodes, aucune influence, et même il suscita dans certaines régions de l'hostilité contre lui.

À ce moment, la poussée spontanée des organisations de chômeurs fournit au parti une excellente occasion d'entraîner les masses ouvrières de son côté. Mais il semble qu'on veuille répéter les fautes de l'année passée. Le besoin principal de l'organisation des chômeurs, est qu'elle soit liée à celle des autres qui travaillent. La constitution de conseils combattifs représentant à la fois les travailleurs et les chômeurs est la seule voie pour y aboutir.

Le Congrès du parti

Le Congrès du parti, le premier depuis trois ans, doit se tenir le 11 et 12 novembre. Dès le début de la discussion, 4 oppositionnels ont été exclus; depuis, 8 autres ont été chassés. Le Daily Worker lui aussi prend la peine d'annoncer qu'aucun article de caractère « trotskyste » ne sera publié dans le cadre de discussion. Depuis plusieurs semaines, en dépit des appels et d'un flot d'articles des dirigeants du parti, il n'y a aucun signe d'une discussion. Même maintenant, pour la discussion sur la question syndicale, on n'essaye pas de poser directement les problèmes de l'avenir immédiat et la relation de ces problèmes avec la lutte pour le pouvoir.

Dans quelques jours, le groupe anglais publiera le n° 3 de son Bulletin qui contiendra des matériaux pour le Congrès du parti. Anglicus.

et le soir, à la veillée, on termine la comptabilité. Voilà le régime des huit heures dans les petites gares et stations.

Dans les grandes gares, les dirigeants des réseaux accentuent également la pression; jusqu'en ces derniers temps, on y faisait en général 8 heures de service. Des compressions massives furent opérées et il est courant maintenant d'y faire 9 et 10 heures de service d'un travail intensif et accéléré au-delà des possibilités humaines. Travail fait à la va vite, où s'ensuivent fréquemment des erreurs comptables que l'on met parfois des heures à redresser ; de la mauvaise humeur continue, un public mal servi qui se fâche, des agents excédés qui ont des mouvements d'impatience, des chefs continuellement tracassés par une administration aux abois et qui se rattrapent sur leurs subordonnés, voilà à peu près le tableau de la vie du personnel sur les grands réseaux.

Les économies ne sont pas encore suffisantes; hommes d'équipe remplacés par des journaliers ou des tâcherons, facteurs remplacés par des hommes d'équipe comptables, commis de 2e et facteur enrégimentés par des facteurs, et ce, du haut en bas de la petite échelle on réduit la valeur des services, l'efficacité du traitement.

Les agents des grandes gares ont laissé appliquer à leurs camarades des petites les décrets Le Troquier et Peytral sur la durée de présence ; leur tour est venu. La journée de huit heures dans le service de l'Exploitation n'est plus qu'un souvenir.

Les Compagnies ont su habilement diviser le personnel pour mieux le battre en détail. Dans l'ensemble du personnel, il a été également créé deux catégories pour les avantages concernant les facilités de circulation. Autrefois, chaque réseau avait son régime ; ils étaient différents, mais comportaient des avantages assez sérieux. Ils ont unifié le régime des facilités de circulation pour les agents recrutés à partir du 1er janvier 1924 en supprimant pour les agents et leurs familles la plupart des avantages acquis antérieurement. Cette opération s'est faite sans réaction de la majorité des agents qui n'étaient pas touchés par cette mesure ; mais accidentellement que l'équilibre est établi entre le nombre des vieux agents et ceux qui ont été recrutés après 1924, la réforme du régime des facilités de circulation s'opère et il est sûr que le nouveau régime appliqué comportera certainement de sérieux avantages par rapport aux régimes actuellement en vigueur.

Comment se fait-il que toutes ces différentes aggravations du sort du personnel des gares puisse s'opérer sans réaction, sans protestations et manifestations ? Il y a plusieurs raisons à cela. Il ne s'agit pas de faire de la démagogie, mais voir les choses comme elles sont. Il existe dans le service de l'Exploitation un esprit d'arrivisme habilement exploité par les compagnies.

Le recrutement s'opère principalement parmi les cultivateurs qui conservent assez longtemps leur esprit individualiste.

On leur a fait miroiter l'espoir d'obtenir par leur travail un avancement rapide et une situation enviable ; les plus instruits d'entre eux, après un petit examen, passent facteurs. Les autres envisagent des postes de conducteurs, d'aiguilleurs, de brigadiers, etc. Il faut, pour arriver, se montrer agent dévoué, de bon esprit. Et, lorsqu'on est parti dans l'échelle, le grade plus élevé est aussitôt envisagé.

Il faut voir avec quel intérêt les notes de fin d'année sont attendues, le plaisir qu'une appréciation élogieuse, un point de plus occasionne.

Et puis, presque tous les agents sont assurés ; ils détiennent une parcelle de autorité publique. L'auxiliaire est considéré comme un cheminot de 2e zone ; le journalier comme un paria. Les Compagnies ont multiplié comme à souhait les hochets et les oisivetés.

Toutes ces raisons, ainsi que la multiplicité des organisations syndicales font la force des Compagnies. La plupart des employés de bureau, des agents gradés, sont syndiqués chez les confédérés ou aux syndicats chrétiens. Ces organisations conviennent à leur sort de tranquillité et leur esprit d'arrivisme.

La période qui s'est terminée fin 1930 ne pouvait qu'alimenter cet état d'esprit ; les Compagnies faisaient de bonnes affaires et périodiquement pouvaient se permettre d'accorder quelques augmentations de leur gré, sans presque d'agitation des organisations syndicales.

Mais la période des vaches grasses est terminée. Le déficit est là, cherchant un gouffre de plus en plus profond. La concurrence automobile l'aggrave. Il devient de plus en plus nécessaire de prendre des mesures de salut. Il faut compresser les effectifs embaucher du personnel et de l'organiser là où elle n'existe pas ! Jouhaux, Mertens, Leipart et Cie, n'auraient jamais songé à trouver dans la bureaucratie centrée des collaborateurs si précieux dans ce domaine.

Encore un exemple. La théorie du « front unique rien qu'à la base » s'est avérée morale, particulièrement dans le domaine syndical. Déjà quand le front unique rien qu'à la base n'était que dans le domaine de la tactique, les résultats étaient mauvais ; depuis qu'on en a fait une théorie, ils sont désastreux.

D'abord, cette théorie est, elle aussi, dirigée contre le syndicat entendu comme organisation de toute la classe ouvrière. Elle nie aux ouvriers qui ne sont pas disposés à admettre l'infailibilité des phrases de Monmousseau, de Thaelmann et de Lovsovy, le droit même de s'organiser syndicalement. Elle applique envers l'organisation syndicale qui a la confiance des ouvriers réformistes, la même tactique que le patronat applique souvent envers les syndicats unitaires. Elle ne les reconnaît pas ! Est-ce qu'on peut gagner un seul ouvrier cégétiste en lui disant, au nom de la théorie du front unique rien qu'à la base, qu'on est disposé à discuter avec lui, mais qu'on se refuse à discuter avec son organisation ? Est-ce que l'ouvrier confédéré, ne verra pas là la même raisonnablement que lui tient souvent le patron, lorsqu'il lui dit, je suis disposé à discuter avec vous ouvriers, mais je n'entends pas reconnaître leurs syndicats ? Et après, tout ce qu'a donné le front unique rien qu'à la base ? N'est-il pas clair que cette tactique est, elle aussi, un chaînon de la désagrégation de la C.G.T.U. en France, des syndicats rouges dans les autres pays et de la disparition presque totale des oppositions syndicales révolutionnaires ? N'est-il pas clair que cette théorie doit être bannie du mouvement syndical révolutionnaire et doit être remplacée par la théorie et par la tactique du front unique de la base au sommet, c'est-à-dire avec les ouvriers et avec

Dans le Syndicat de l'habillement

L'assemblée du syndicat de l'habillement ont participé une centaine de syndiqués, chiffre bien faible, si on tient compte du fait que dans la seule région parisienne il y a environ 80.000 ouvriers dans la corporation. L'ordre du jour était consacré aux élections Prud'hommes.

Le compte rendu des Prud'hommes sortants et les discussions suivantes ont donné l'occasion d'étaler les petites rancunes de boutique et des commérages puérils.

Ce qui est à retenir, c'est que les prud'hommes ont mal travaillé et sans aucun contrôle ou direction de la part des syndicats ; les dirigeants du syndicat les ont blâmés et condamnés, mais ils ont oublié qu'en les blâmant, ils se blâment eux-mêmes.

Un camarade fit une intervention nourrie de faits. Il a exposé comment, depuis la crise, l'arrogance des patrons qui risent les conquêtes ouvrières et les lois sociales a augmenté et nous assistons au phénomène que des ateliers entiers passent devant les prud'hommes en demandant un jugement. Ce sont les éléments les plus faibles — les femmes et les étrangers — (si nombreux dans notre catégorie) qui défilent continuellement, qui demandent assistance, non à la Bourse du Travail, mais aux prud'hommes.

Les syndicats unitaires devraient exploiter cette possibilité de contact avec les masses ouvrières pour les entraîner dans la voie de classe et pour empêcher qu'elle soit la proie trop facile — comme c'est le cas des femmes — des prud'hommes jaunes et catholiques, qui, (surtout les derniers) déploient une activité intense, épaulés, bien entendu, par les délégués des patrons.

nel bon marché et obtenir du personnel permanent le maximum de rendement.

Il faut réduire de plus en plus les avantages acquis de haute lutte, et cela ne suffisant pas, réduire les salaires.

Les Compagnies vont se charger elles-mêmes de détruire l'esprit d'arrivisme qui existe encore chez les agents de l'exploitation. Le recrutement est tari ; l'avancement de même. La pression exercée sur les travailleurs des gares devient tellement puissante que l'esprit de solidarité prendra un essor de plus en plus grand, brisant les derniers vestiges de l'individualisme qui règne encore.

La Fédération Unitaire des Cheminots a de grandes tâches devant elle, de grandes responsabilités. Elle a devant elle de vastes perspectives de recrutement ; elle aura à diriger des luttes sérieuses. Cela, à la condition qu'elle rompe avec le sectarisme des dernières années.

Depuis plusieurs années, profitant d'une période relativement favorable au réformisme, les confédérés et les chrétiens ont repris du poil de la bête et se sont renforcés à son détriment. Elle ne joue plus dans le mouvement cheminot le rôle qu'elle joua de 1921 à 1928 ; il est temps de se reprendre. Les confédérés et les chrétiens ne restent pas inactifs devant les perspectives de diminutions de salaires.

Ils déploient une démagogie effrénée ; par cela, ils illusionnent nos camarades et les conservent sous leur influence. Eux seuls ont un intérêt dans la perpétuation de la scission. Défenseurs de la bourgeoisie l'unité ne peut se retourner que contre eux.

C'est pour cela que notre Fédération, les prenant au mot dans leur démagogie, doit leur proposer des actions communes avec une très large publicité à la base.

Il faut que tout cheminot confédéré, chrétien ou organisé, sache que notre Fédération est toujours prête à engager une action en commun avec les autres organisations pour la défense de leurs intérêts.

Sur cette base, un courant puissant d'unité peut se développer chez les cheminots et emporter les réfractaires.

Les confédérés et les chrétiens ont confiance dans leurs dirigeants ; il faut obliger ces derniers à se démasquer. Les injures seules n'y suffisent pas.

La victoire est à ce prix. UN CHEMINOT UNITAIRE, membre du P. C.

POUR LE C. C. N.

Les thèses du XIIe Plenum et la question syndicale

Les conséquences immédiates de cette théorie ont été les suivantes : Premièrement une disqualification de l'organisation syndicale, quelle qu'elle soit, devant les masses ouvrières. En fait, si les grèves revendicatives doivent être dirigées non par les syndicats, mais par d'autres organismes que les grévistes créent eux-mêmes au cours des grèves, à quoi bon avoir des syndicats ?

Pour la propagande ? Pour l'agitation ? Mais comment prétendre que les ouvriers — les ouvriers tout court et non les communistes, ou les socialistes, ou autres appartenant ou sympathisant étroitement à un parti politique — comment prétendre que les ouvriers entrent dans un syndicat qui ne sert qu'à la propagande et à l'agitation, et qui au moment de la lutte, leur dit : « maintenant, arrangez-vous ; nommez votre comité de grève, et lui seul sera responsable de la direction et du résultat de la lutte ». N'est-ce pas là une façon de se moquer des syndiqués ?

Deuxièmement, la théorie de la « direction indépendante des grèves » a donné une justification théorique au délaissement et à l'abandon même de tout travail dans les syndicats réformistes ou autres. Pourquoi voulez-vous que les ouvriers communistes et les partisans des syndicats rouges restent dans les syndicats réformistes, y payent les cotisations souvent fort élevées, y travaillent passionnément et inlassablement s'il n'est pas nécessaire de les gagner à notre influence pour mener

avec plus de succès, la lutte pour la défense des intérêts du prolétariat ? Et si, au contraire, ces syndicats doivent être écartés au moment de la lutte et remplacés par d'autres organismes ?

Les faits répondent là-dessus. Dans tous les pays le travail des fractions communistes au sein des syndicats réformistes est réduit à zéro. Et cela, non à cause du barrage qu'y font les bureaucraties réformistes mais à cause des positions politiques fondamentales adoptées par la direction de l'I. C. et de l'I. S. R. Ce sont avant tout ces positions qui enlèvent aux communistes la possibilité, qui leur masque la nécessité de travailler dans les syndicats réformistes en particulier et dans les syndicats en général.

La troisième conséquence de cette théorie est l'initiative de la scission syndicale prise par les communistes ; c'est les transformations de l'opposition syndicale révolutionnaire en syndicat ; c'est la scission syndicale voulue, et maintenue, à la grande joie des bureaucraties réformistes, par la bureaucratie communiste.

Eh bien ! Le XIIe Plenum, au lieu de condamner cette théorie néfaste qui a causé tant de dégâts dans le mouvement syndical révolutionnaire, la renforce en écrivant que une des causes « du développement insuffisant des luttes économiques du prolétariat réside dans le fait que jusqu'à présent on s'est, encore insuffisamment orienté sur la direction indépendante

des grèves ». A quelqu'un qui souffre des vertiges, l'I. C. conseille de se balancer sur un câble suspendu à 500 mètres -

Autre exemple. Jusqu'à maintenant les communistes avaient toujours rejeté sur les chefs réformistes la responsabilité de la scission syndicale. La scission syndicale était considérée par les communistes comme un crime accompli par les chefs réformistes pour détacher l'avant-garde révolutionnaire de la masse du prolétariat et mieux pouvoir consigner celui-ci, mais et liens liés, à la bourgeoisie. Maintenant le rôle commence à se modifier. Maintenant c'est la bureaucratie centrée elle-même qui s'empresse de prendre ouvertement, au grand jour, l'initiative de la scission syndicale. Voici ce que dit à ce propos la Résolution du XIIe Plenum : « L'opposition syndicale révolutionnaire doit devenir dans la poussée révolutionnaire croissante et le mouvement des masses contre la bureaucratie syndicale réformatrice, le levier et la base d'organisation pour constituer des syndicats rouges indépendants ».

On ne pourrait être plus clair. L'opposition syndicale révolutionnaire n'a donc pas pour but de gagner la majorité des ouvriers syndiqués, de conquérir les syndicats existants, mais elle a pour but d'être le levier et la base d'organisation pour constituer des syndicats rouges indépendants. Et le XIIe Plenum a l'audace de commander une politique pareille après la dégringolade de la C.G.T.U., après la liquidation politique des syndicats rouges en Allemagne, après la faillite sur toute la ligne des syndicats « purs », des syndicats « propres », des syndicats « sans syndiqués » !

Pour qu'il n'y ait aucun doute sur la signification des décisions du XIIe Plenum, il faut ajouter que dans toute la Résolution, on ne trouve même pas le mot de l'unité syndicale !

Le problème de l'unité syndicale n'existe plus pour l'I.C. Pour elle existe seulement le problème de maintenir la scission syndi-

leurs organisations ? C'est justement le contraire qu'a fait le XIIe Plenum du C.E. de l'I.C. Il a réaffirmé la tactique du front unique rien que par en bas.

Une citation seulement en ce qui concerne les rapports entre partis et syndicats. La résolution du XIIe Plenum du C.E. de l'I.C. affirme : « Les partis communistes et les organisations syndicales révolutionnaires sont tenus d'effectuer le tournant le plus rapide dans l'organisation de la lutte économique du prolétariat ».

Aussi ici la position est claire. Ce n'est pas aux fractions syndicales communistes au sein des syndicats rouges que l'I.C., comme c'est son droit et son devoir, donne des ordres, mais c'est aux organisations syndicales elles-mêmes ! Ce qui démontre à la fois et la considération de la bureaucratie centrée pour ces syndicats, et sa compréhension des rapports qui, du point de vue communiste, doivent exister entre Parti et syndicats. Une pareille falsification de ces rapports est simplement monstrueuse.



Il faut reconnaître que, après une résolution pareille, la position de Monmousseau et de son équipe n'est pas trop facile devant le prolétariat français. Ils sont tenus pour responsables, avec leurs frères du 120, de la ruine de la C.G.T.U. et ils doivent démontrer leur enthousiasme et appliquer une politique qui a littéralement massacré le mouvement syndical révolutionnaire en France.

Nous n'avons aucun motif de les plaindre, mais nous répétons encore une fois aux camarades organisés dans la C.G.T.U. et aux camarades du Parti : ou le prochain C.C.N. de la C.G.T.U. repoussera la politique suivie jusqu'à présent et fera un tournant radical dans le sens indiqué par l'opposition de gauche, ou il contribuera à désagréger encore plus et la C.G.T.U. et le Parti.

LA VIE DU PARTI

Aperçu sur le développement économique de l'U. R. S. S. en 1931-32

(Suite de la page 2.)

Première période, de 1925 à 1928 environ, négation complète par Staline de la nécessité de l'industrialisation effectuée « à pas de tortue » ; parallèlement (car les deux problèmes sont intimement liés), intégration du koulak dans l'économie agraire (paysans enrichis-vous !). Deuxième période, 1928 à 1931 environ, avec une phase de flux complètes de reflux, industrialisation « à pas de géant », augmentation forcée des rythmes et des normes, sans aucune prise en considération des forces et possibilités réelles, et parallèlement collectivisation forcée, destruction du « koulak en tant que classe ». De tels changements brusques et empiriques ne se passèrent pas sans être suivis d'un regroupement de classe, au sein de la paysannerie, au sein de la classe ouvrière, du parti et du gouvernement et de l'Etat soviétique.

Si nous avons rappelé le caractère général de la période qui tire à sa fin, c'est pour accentuer et mettre encore plus en évidence les résultats présents.

Dans le problème agraire, nous aboutissons à un nouveau regroupement de classes au sein de la paysannerie, dont nous avons fait l'analyse. C'est-à-dire que dans une situation de beaucoup plus aiguë dans ses contradictions, le problème qui se posait lors du rétablissement de l'économie soviétique en 1925, reste tout entier, mais encore plus accentué, plus critique, lourd de tout l'héritage des oscillations empiriques de la politique agraire et industrielle des années 1925-1930.

En 1932, sur le fin du plan quinquennal, la collectivisation de l'agriculture n'est nullement réalisée en fait, puisque nous assistons à des partages de terres, détruisant la collectivisation administrative.

Dans le domaine industriel, la situation est aussi grave; en effet, les mêmes fluctuations auxquelles nous avons assisté dans la politique industrielle, n'ont nullement développé, enraciné les possibilités ascendantes du bilan atteint en 1932.

Car il ne s'agit pas de nier ce qui a été fait depuis, car dans la quantité, il reste toujours, et ce, par l'admirable dévouement du prolétariat russe, une quantité qui s'équilibre qualitativement. Mais ce qu'il faut, c'est constater, en dehors des résultats acquis, et l'on sait à quel prix, la situation minée par les fissures, les brèches, les carences, les disproportions des différentes branches des secteurs, les rythmes incoordonnés. En effet, les ressources investies dans des constructions qui ne peuvent être intégrées dans le rythme économique restent un capital mort. Leur amortissement n'est pas poursuivi par leur propre production. Les usures, les manques que nous avons constatés, sur les données réelles et officielles, s'ajoutent à celles des données décalées des années passées, et de chaque pays l'opposition de gauche n'a pas manqué de constater afin de sonner l'alarme. Ce qu'il faut, c'est réduire l'industrialisation aux possibilités réelles, à celles découlant de la situation présente.

Le rapport entre l'industrie et l'agriculture, par suite de l'examen qui précède, ne peut évidemment pas être autre que négatif. Ces deux branches de l'économie nationale se répètent l'une sur l'autre, et leur rapport n'est autre que la situation générale du pays.

CONCLUSIONS

Tandis qu'à l'examen des faits, la bourgeoisie capitaliste mondiale tente de tirer bénéfice, aux yeux de la classe ouvrière, des difficultés de l'U. R. S. S., pour montrer la supériorité de son régime d'exploitation, qui se débat dans une crise sans précédent, tandis que les réformistes, les sociaux-démocrates et tous autres mencheviks d'union sacrée tentent de démontrer que le prolétariat russe n'aurait pas dû faire la révolution, nous aurons pas dû se libérer de ses exploiteurs, nous aurons pas dû nous débarrasser de ces restes incrustés dans le sein de la vitalité et de la justice de la dictature du prolétariat.

C'est parce que nous sommes convaincus de la souplesse du régime soviétique, qu'ouvertement, nous décelons, nous dénégons les faiblesses, les fautes commises. Une politique révolutionnaire a besoin de sincérité, d'honnêteté.

La politique stalinienne a conduit l'économie de l'U. R. S. S. dans une crise profonde. Nous n'en déduisons nullement que c'est là une crise qui doit se chiffrer par la faillite du pouvoir soviétique. Bien au contraire, une juste compréhension des rapports de classe qui se sont établis doit permettre au parti communiste, à la classe ouvrière au pouvoir soviétique d'en sortir. Le pouvoir soviétique est celui d'une dictature prolétarienne, c'est-à-dire d'un Etat de classe, au sein duquel la lutte de classes subsiste entre le prolétariat et la bourgeoisie. Mais, avec cet appoint capital qu'est le pouvoir aux mains du prolétariat.

Actuellement, les rapports au sein des branches de l'économie de l'U. R. S. S., sont tels qu'ils s'accompagnent inévitablement d'un regroupement de classe, dont l'expression la plus saisissante est la situation au sein de la paysannerie, ou un renforcement des tendances capitalistes, de gros dangers pour la dictature. Une certaine retraite des classes de l'opposition de gauche, retraite dont les modalités ont été précisées par l'opposition russe, par Trotsky, par Rakovsky (1). Mais ainsi que Rakovsky l'a souligné, l'issue est politique, c'est-à-dire dans un renouveau de l'activité politique du prolétariat, par l'introduction de la démocratie à l'intérieur du parti, par l'organisation de la paysannerie pauvre.

Par le rappel du mot d'ordre de Lénine : « Moins, mais mieux », et aussi par le retour à une politique révolutionnaire internationale, pour la compréhension du processus de la Révolution permanente.

Le salut de la Révolution d'octobre reste toujours au prix d'une politique révolutionnaire et véritablement communiste !

10 septembre 1932.

J. Jacques.

(1) Voir à ce sujet la lettre que nous avons traduite : « Sur le présent tournant économique », paru dans la « Lutte de classes », n° 42, et qui nous est, avec le « Bulletin russe », parvenue après le présent rapport. — J.-J.

VIENT DE PARAITRE le N° 41 du Bollettino dell'Opposizione Comunista Italiana (P.C.I.)

Sommaire : Per un nuovo Congresso della I. C. (A quattro anni dal VI Congresso). — Dopo il Congresso di Amsterdam. — Trotski : Bonapartismo e fascismo. — Santini : A proposito di « manifestazioni di opportunismo nel campo della organizzazione ». — Taccuino dell'Opposizione. — Barba e Polentini : Polemica sul fronte unico. — Note e polemiche.

Prix de l'exemplaire : 1 franc.

Adresser les demandes à la Verità, 9, rue du Transvaal, Paris.

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués.

Le Gérant : P. Frank.

Imp. Cent. de la Bourse, 117, r. Réaumur, Paris

Dans l'opposition internationale

Mill en tant que « champion » stalinien

L'opposition de gauche est placée au point de vue de l'organisation dans des conditions exceptionnellement difficiles : pas un seul parti révolutionnaire n'a travaillé auparavant sous des persécutions pareilles. En plus des représailles de la police capitaliste de tous les pays, l'opposition de gauche est exposée aux coups de la bureaucratie stalinienne qui ne recule devant rien. Nous le répetons : devant rien.

Naturellement, pour la section russe en délicate les plus grandes difficultés. Tous se rappellent que Blumkin, ayant tenté d'établir la liaison entre Trotsky et ses partisans en U. R. S. S., fut fusillé. Trouver à l'étranger un bolchevénisme russe, ne serait-ce que pour des fonctions purement techniques, représente des difficultés tout à fait exceptionnelles.

Par cela et seulement par cela s'explique le fait que Mill put tomber pour un certain temps dans le Secrétariat Administratif de l'opposition de gauche. On avait besoin d'une personne connaissant la langue russe et capable de remplir les fonctions du Secrétariat. Mill avait été en son temps membre du Parti officiel et, dans ce sens, pouvait prétendre à une certaine confiance personnelle.

Cependant son travail au Secrétariat manifestait de très bonnes raisons, sa complète insuffisance pratique, sans parler du manque de toute éducation politique. A ce dernier égard, Mill constitue le représentant typique des grands et des petits bureaucrates de formation stalinienne.

A cela s'ajoutèrent bientôt les traits négatifs du caractère personnel ou, pour mieux dire, du caractère moral. Avant parvenu, par manque de choix, à un travail responsable quoique technique, Mill se sentit bientôt dans le rôle d'un « leader ». Il commença à manifester envers un certain nombre de camarades français qui le dépassent de dix têtes des prétentions tout à fait insensées. Sous le masque du stalinien offensé qui se posa en oppositionalniste ressortit la personne d'un petit bourgeois d'une ville de province éloignée de l'ancienne Russie tsariste. Mill s'opposa très vite aux camarades de Paris qui, à son avis, ne se comportaient pas assez respectueusement envers lui et — il faut le dire aussi — qui se disaient ne « se souciaient » pas suffisamment de son bien-être. Ces offenses suffirent au philistin pour essayer de former un bloc avec Rosmer et d'autres contre lesquels il avait mené, littéralement la veille, une lutte « principielle » acharnée. Ce tournant politique indigné, dicté par des motifs purement personnels, amena l'élimination de Mill du Secrétariat Administratif. Les sections et, en premier lieu la section russe, corrigèrent ainsi l'erreur commise qui, comme nous l'avons dit, leur fut, à un haut degré, imposée par les circonstances extérieures difficiles. Au cours des neuf derniers mois, Mill se trouva tout à fait hors des rangs de l'Opposition de gauche.

Mais ici ne se termina pas sa carrière. De même que l'offense que aux sous-insuffisants l'avait poussé vers Rosmer, de même son élimination du Secrétariat le poussa sur la voie des pourparlers avec les stalinienistes : il déposa une demande officielle d'emploi à Karkhov où vivent ses parents.

Au cours de ses pourparlers si tentants, Mill proposa ses services à l'Opposition de gauche, évidemment déjà en qualité de sa nouvelle fonction politique. Actuellement, Mill se prépare à « démissionner » l'Opposition. C'est en cela que consistera véritablement son emploi à Karkhov ou à Moscou.

Il n'y a pas de raison de craindre que le petit philistin qui fut éloigné des rangs des Bolcheviks-léninistes par une poussée impolie pour jouer un rôle quelconque dans la lutte contre l'Opposition de gauche. La vérité n'est pas dangereuse pour nous. Et, dans le domaine du mensonge, les stalinienistes ont déjà avant Mill battu tous les records possibles.

Sous un certain rapport, on peut dire que la situation redevient normale: le stalinien offensé d'une manière quelconque par les stalinienistes et, s'étant outre-provoqué à l'Opposition, s'est chassé de ses rangs comme un chien. Là il se trouvera tout à fait à sa place !

G. G.

Mill, dont nous avons annoncé la capitulation dans notre précédent n° n'a pas agi seul. Gouget, ancien oppositionalniste, capitula en même temps que lui, et pour des raisons analogues. La déclaration de réintégration de ce capitulaire né est parue dans les Cahiers du Bolchevisme du 15 octobre. Nous en reparlerons sous peu.

M. Cornille.

Aux jeunes du rayon de Lille

Dans l'Enchaîné du mardi 27 septembre, l'ancien directeur de la France Libre essaie une fois de plus de jeter la confusion parmi les ouvriers communistes, et les jeunes pupilles, en soi-disant accord avec le récent article de la Vérité en reproduisant une phrase dont il a déformé entièrement la pensée, en l'interprétant à sa façon. Nous ne répondrons pas à de telles idioties car nous connaissons la tactique des stratèges stalinienistes qui consiste toujours à déformer la pensée dans le seul but d'éviter toute discussion politique sérieuse.

Nous n'avons rien de commun avec les pupilles que nous combattions avec acharnement, aujourd'hui comme hier, lorsque les Garçery et les Sellier menaient une lutte contre Trotsky et l'Opposition de gauche, tout en se réclamant de la même politique suivie actuellement par la direction du parti. Or il s'est trouvé que précisément ce fut l'Opposition de gauche qui combattit les pupilles lors des dernières élections législatives dans la région parisienne et nous continuons notre lutte contre eux, nous les considérons comme de parfaits ennemis. L'auteur de l'article s'efforce de prouver par lusion avec les pupilles parce que nous faisons allusion aux J. O. C. et aux J. S. nous ne jugeons pas utile de donner de l'importance à un groupement de jeunes (pupilles) qui n'existe pas dans l'ère politique à notre avis, voilà pourquoi dans notre article nous ne citons pas les jeunes pupilles.

Nous déclarons à la direction de J. C. de la région du Nord que nous n'avons pas l'intention de polémiquer plus longtemps sur de telles questions qui n'ont rien à voir avec notre travail de bolcheviks léninistes.

Malgré la direction, nous continuerons dans la mesure de nos moyens à faire l'éducation des jeunes chloroformés par la politique stalinienne, parce que nous pensons qu'il est grand temps que les jeunes prennent conscience d'eux-mêmes s'ils ne veulent pas que la J. O. C. cesse d'avoir de l'influence parmi les jeunes ouvriers. En effet depuis un certain temps à la région de Douai le mouvement des jeunes est en régression dans toute la région particulièrement Lille, Roubaix, etc. Tandis que les J. S. progressent et se renforcent sérieusement. A quoi cela tient-il ? Parce que la direction des jeunes en suivant la fluctuation du P. C. par une politique de zigzags, de mots d'ordre faux, particulièrement la fautive théorie du social-fascisme qui retombe sur la tête de nos organisations des jeunes, Arnould persiste à jeter la confusion parmi les jeunes, en disant que nous faisons le jeu de la social-démocratie; nous pensons nous, au contraire, que cacher les faiblesses et pratiquer le bluff, c'est affaiblir le mouvement des jeunes, car un communiste digne de ce nom ne doit jamais avoir peur, de la vérité.

Nous disons que pour Lille il est pénible de constater une faiblesse extrême des J. C. Au travail sérieux n'y est fait, plus de discussions politiques sérieuses dans les cellules, voilà à quoi ont abouti les dirigeants de la J. C. en évitant de tout travail les jeunes camarades qui ne pensent pas comme eux. Nous disons aux jeunes communistes que cette situation doit cesser au plus tôt, qu'ils doivent exiger des discussions sérieuses sur les divergences politiques qui séparent les jeunes oppositionalnistes de la direction.

Car nous pensons que le jeune qui vient au J. C. pour la défense de ses intérêts de jeune ouvrier doit apprendre toute la doctrine communiste et tout ce qui ressort de l'expérience passée, ce qu'on oublie totalement de faire dans les J. C., cela ne peut se faire avec la politique actuelle pratiquée par nos dirigeants des J. C. mais en revisant cette politique mortelle, en appliquant la politique des 4 premiers congrès mondiaux de l'I. C. Nous repoussons les injures de toutes sortes nous sommes toujours pour une discussion franche et loyale, devant l'ensemble des J. C., car nous espérons que la politique de bluff finira par ouvrir les yeux des camarades et que ces derniers imposeront la réintégration des jeunes oppositionalnistes exclus de J. C. pour divergences politiques avec le droit pour chacun d'exprimer son point de vue en respectant la discipline communiste.

Ce jour-là, la J. C. reprendra sa marche en avant et reconquerra l'adhésion de jadis qu'elle n'aurait jamais dû perdre, ce à quoi nous tendons de toute notre énergie. Plus que jamais, nous nous efforçons de nous rapprocher des jeunes de la base et de leur faire comprendre ce que nous sommes. Bientôt toutes ces calomnies n'auront plus de prise sur eux, et ce contrairement à Arnould, les jeunes ouvriers de Saint-Sauveur ne croient pas que Cornille est un rénégat et qu'ils se résignent plus que jamais à imposer sa réintégration dans les J. C.

P. S. — Nous informons tous les jeunes camarades qui désirent des éclaircissements politiques sur l'Opposition, qu'une permanence est ouverte tous les soirs à partir de 18 h. 30, 31, rue de Douai, premier étage.

Quelques impressions de la conférence du rayon d'Ivry

On ne consacra qu'assez peu de temps à la discussion de la politique du Parti. La plus caractéristique fut sans doute l'intervention de Maizères, représentant de la Région, toute imprégnée de l'esprit du dernier zigzag à droite. En voici quelques passages : « Nous ne défendons pas assez les revendications immédiates. Il ne faut pas avoir peur du réformisme ». Thorez a reçu 300 lettres d'ouvriers concernant les assurances sociales, les impôts, les pensions, les allocations de chômage, etc. L'importance de ces questions échappe encore à nos adhérents. Au sujet de la politique municipale « Pas d'hystérie au sujet de la transgression de la légalité bourgeoise, par des conflits continus avec les autorités d'Etat, conflits pouvant nous faire perdre nos municipalités et notre influence et l'époque pré-révolutionnaire (?) les élus descendront dans la rue avec les forces, mais actuellement ce n'est pas ça ». « Les permanences des J. C. doivent être organisées non seulement pour percevoir les cotisations, mais aussi pour renseigner les ouvriers sur le délaçongé, sur la récente loi concernant les amendes dans la métallurgie, etc. ». Tout ceci fut assez raisonnable; il faut seulement regretter que l'orateur n'ait pas cru nécessaire — et pour cause ! — d'établir les responsabilités de la direction actuelle de l'I. C. du courant d'hystérie ultra-gauchiste des années 1928-1931. Maizères déclara encore que « Fébrilation de la ligne politique du Parti doit être l'œuvre de l'ensemble de nos militants » et « qu'il ne nous faut pas un parti de sourds-muets ».

Le représentant de l'appareil bureaucratique fait ainsi semblant d'oublier que c'est justement ce même appareil qui transforma le Parti en un établissement de sourds-muets, en noyant chaque velléité de critique sérieuse dans les flots d'injures et d'exclusions pour délit de tendance. Comment voulez-vous que « les bouches s'ouvrent » lorsque tout le monde est persuadé que les bureaucrates sont décidés à fermer toutes les bouches qui ne disent pas toujours « oui ! ». Avant de finir, Maizères avait cru indispensable de lancer une flèche contre le trotskysme : « Bâtissons les opportunistes et les trotskyskes, dit-il, non seulement les trotskyskes 100 % mais également ceux qui sont d'accord avec eux-mêmes sur un seul problème. Qu'ils viennent s'expliquer à la tribune et nous les battons. « Ça y est, ça y est », crient-ils sur les bancs de la délégation de Ivry, au milieu de laquelle on aperçoit Suzanne-Repentie qui est jeune. « Quoi ? des trotskyskes à Ivry ? » se demande-t-on dans la salle. Personne n'en savait rien. Il se trouve quelqu'un pour nous informer que les braves paroles faisant partie du comité de sous-rayon de Ivry furent, après la bagarre de Bullier que Semard est allé un peu fort et que son attitude fut « provocante et maladroite ». Il y eut également dans le même sous-rayon, des camarades qui estimaient qu'il y avait lieu d'appliquer, en Allemagne, les décisions du 4^e Congrès de l'I. C. concernant la tactique du parti. Le camarade D. vint exposer à la tribune son opinion à ce sujet, en s'étonnant avec candeur, qu'on puisse « appeler cela trotskysme ». Ni Soupe, ni Maizères (prêt à « battre les trotskyskes ») n'ont rien trouvé à lui répondre.

La plus grosse partie des débats fut consacrée aux vieilles histoires de la politique municipale et aux différends ayant existé au sein du comité de l'ancien 4^e rayon (dont le rayon actuel d'Ivry avait fait partie). Des faits étranges furent cités au cours de la discussion; il apparut notamment que, d'ordre de Semard, deux membres du comité du rayon en furent éliminés. (S. se défendit par la suite en disant que ce n'était qu'une suggestion de sa part et que Lelandais, secrétaire du rayon, présenta à tort comme ordre de la Région). L'essentiel est pour nous dans la dégénérescence du centralisme démocratique en despotisme bureaucratique, dont le fait cité ne constitue qu'une illustration fort peu réussissante. On apprit également que Semard fit quitter à Lelandais son poste de secrétaire du rayon (un des plus importants de la R. P.), sous prétexte que « le rayon est mort » (?), en désorganisant ainsi tout le travail du rayon. Soupe prend la parole pour dire qu'il accepte bien de voter un blâme à Lelandais, mais qu'il ne faut pas en faire autant à Semard, ou que « les ennemis du Parti l'attaquent ». Mais les camarades ne marchent pas et la conférence vote un ordre du jour, réclamant que l'on demande des comptes à Semard comme à Lelandais.

Il faut enfin mentionner les interventions des deux jeunes militants qui, quoique ayant peu l'habitude de la tribune, exprimèrent de très justes points de vue; l'un d'eux constata que « les copains sont peu convaincus » et que « l'on ne s'occupe pas assez de leur éducation » ; l'autre s'opposa à la divinisation de Lénine en disant : « suivre ses enseignements, marcher sur ses traces — oui ! mais admirer la dépouille d'un homme à travers le verre — non, ce n'est pas la ligne des marxistes ». Le jeune camarade n'eut sans doute pas encore l'occasion de comprendre qu'un Lénine-Dieu est nécessaire à Staline l'infatigable, comme le Dieu imaginaire est indispensable au pape qui, lui, aussi, « ne se trompe jamais » !

Au Congrès National du Secours Rouge

Condamnation du sectarisme, discussions sur le front unique

Le congrès des 14, 15, 16 et 17 octobre « sera fécond », écrit l'Humanité à la grande volonté de front unique qui s'en est dégagée est réalisée pratiquement. C'est également la conclusion que nous tirerons de ce congrès.

En dépit de faiblesses numériques (119 délégués dont 33 du C. C.) et idéologiques que laissent prévoir celles des congrès départementaux, le gros point positif du congrès national a résidé dans une volonté manifeste de rompre avec les méthodes sectaires « congénitales » de notre S. R. I.

Le fait est que, depuis deux ans, les chiffres s'élevaient à marquer un recul très net. A ce jour la section française n'a plus que 20.000 membres (rapport Baudin) alors qu'elle était en 1929 de 43.000 : la politique du « panier percé » se matérialise par plus de 30 % de départs. Idem pour les recettes (rapport Bureau). Il a donc bien fallu avouer qu'il n'y avait pas de solution des fautes d'organisation, mais aussi des fautes politiques (sectarisme).

Et ces fautes politiques ont nécessité un tournant politique. Saluons ce tournant qui place le S. R. I. sur les positions que nous n'avons cessé de défendre. « Il faut, dans certains cas, faire aussi le front unique par en haut, à savoir, quand des camarades se font unique d'organisation à l'organisation », ou nous accusait de vouloir « bloquer » avec Jouhaux,

Zorgnibel, Chiappe (1) et consorts) : ce qu'il faut absolument retenir c'est que, grâce à cette nouvelle tactique et dans la mesure où le S. R. I. saura effectivement conduire, c'est-à-dire faire « rendre à 100 % » les alliances temporaires contractées (le cas se présente au Comité National d'Amnistie), notre section française verra grossir à nouveau ses rangs.

Les résolutions ont toutes été votées à l'unanimité. Signalons, parmi les directives adoptées, celle ayant trait à la M. O. I. où un malaise

Chaque membre du Parti Communiste doit lire le n° 40-41 de La LUTTE de CLASSES qui contient Les thèses, manifestes et documents du 1^{er} Congrès de l'I. C. Dans le numéro 42 Thèses du 2^e Congrès

sévisait depuis près de 2 ans; celle aussi concernant l'Algérie est importante : une tournée de 2 mois est prévue pour fonder une section algérienne indépendante.

D'autre part, les organismes dirigeants ont été renouvelés : le nouveau C. C. contient plus de 35 camarades; le C. E. une quinzaine; le secrétariat, trois : Chauvet, Rouillanges, Barthel.

Enfin, une délégation de 9 membres au Congrès Mondial du S. R. I. a été nommée.

J. Mèche.

L'EXCLUSION DE MECHE SERA EXAMINEE PAR LA COMMISSION DES CONFLITS

Voici un extrait de la lettre qu'a adressé à Mèche le secrétaire de la région parisienne : « Cher camarade, j'ai bien reçu tes lettres des 4 et 6 octobre. Il est tout à fait régulier en effet que tu demandes à la commission régionale des conflits d'examiner la décision d'exclusion prononcée contre toi par le comité local du 3^e arrondissement. J'ai donc joint tes lettres au dossier de la commission des conflits qui doit te convoquer aussitôt que cela lui sera possible. Il y a en effet d'autres affaires qui doivent être liquidées avant la fin de l'année et il faut par conséquent que tu attends un moment. »

Cette lettre donne à notre camarade ainsi qu'à notre organisation toute satisfaction. Le Congrès a, au surplus, décidé que la commission des conflits doit examiner l'exclusion.

« L'activité » du comité régional de la région parisienne

La circulaire n° 16 adressée aux membres du comité régional et des comités de rayon dresse le bilan de l'activité des bureaux qui nous imposent leur direction de faillite.

Comme nous le verrons, ces bureaux qui sont tous excessivement combattifs lorsqu'il s'agit d'abattre le « trotskysme », de détruire l'aile gauche du Parti, se montrent beaucoup plus « modérés » lorsqu'il s'agit de la lutte contre l'ennemi de classe.

Sur cinq réunions du comité régional qui groupe 51 membres, la première avait 30 assistants, la seconde 21, la troisième 29, la quatrième 33 et la cinquième 15.

Sur ces 52 membres, 6 « dirigeants » n'ont jamais assisté à une seule réunion du comité régional, et 5 autres « dirigeants » ont manqué 4 réunions sur 5, 11 ont manqué 3 réunions sur 5.

A l'assemblée de réception des nouveaux adhérents du 25 mai dernier, 120 camarades seulement se sont réunis alors que plus de 500 cartes avaient été distribuées.

Voilà tout le dévouement de ceux qui prétendent nous diriger.

Voilà le bilan de l'activité des bureaucrates qui se permettent de nous exclure et de nous frapper, de ceux qui sont toujours à la tête de la lutte contre la fraction de gauche, afin de racheter par leur violence contre nous leur passivité dans le travail du parti.

A la suite du meeting de Bullier sur l'Allemagne au cours duquel le centrisme démasqua sa carence par l'assombrissement systématique des oppositionnels de gauche, dans tous les rayons, à tous les échelons du Parti, la protestation indignée des militants se fit entendre. Bien plus, au sein même du petit appareil, quelques camarades se joignirent à la protestation des militants de base. Sous cette pression, la direction de la région parisienne s'effraya et décida de publier à l'usage des membres du Parti le « discours » de Semard au meeting de Bullier. La direction essaya par tous les moyens de se disculper, de se blanchir les mains d'une action aussi indigne.

L'exposé de Semard, tous les militants pourront maintenant le vérifier par la lecture de ce document, ne contenait que des calomnies grossières contre l'opposition de gauche. Mais les bureaucrates stalinienistes sont-ils capables d'autres méthodes, pour nous combattre ?

A propos du 14^e arrondissement

Nous avons reçu du camarade G. O. la lettre suivante :

« Je viens de prendre connaissance dans le dernier numéro de votre journal d'un article critique sur le S. R. I. du 14^e. Je tiens à protester énergiquement contre ce texte. On dit que le secrétaire de la section du S. R. I. se refuse d'assister aux fractions du S. R. I. et qu'il n'assiste jamais à sa cellule. Ces deux points sont grossièrement déformés dans votre journal et si une rectification n'a pas lieu dans ce sens dans votre journal, je ferai publier en public les preuves du mensonge à mon égard. Salut révolutionnaire ». G. O.

Pour toute réponse, il nous suffira de préciser que toutes les lignes italiques de notre article du 13 octobre sont des extraits du Bulletin officiel du rayon (14^e arrondissement), en date de septembre 1932.

L'accusation contre laquelle proteste le camarade G. O. est formulée par le Comité de Rayon dans ce bulletin page 3, 18 premières lignes. Que le camarade G. O. prenne connaissance du bulletin, il se rendra compte de notre bonne foi et pourra demander des explications aux responsables. La Rédaction.

A propos de démocratie

L'Humanité, il y a quelque temps, a publié la confirmation de l'exclusion du nommé Thouron, pour « attitude anticommuniste et escroquerie ».

Nous voulons saisir ce fait, pour une fois de plus marquer les résultats nocifs que peut avoir le manque de démocratie réelle dans le parti.

En effet, le nommé Thouron fut, en 1927, membre du 2^e rayon des J. C. de la R. P. à cette époque, il fut imposé au secrétariat du rayon, contre l'unanimité des camarades, mais il le fut par la volonté du Bureau des J. C., qui en fit un de ses piliers de lutte contre le rayon, accusé d'être « trotskyste ».

Ledit Thouron fut l'instrument des Alloyer, Billoux, Rolland, pour parvenir à l'exclusion des camarades oppositionnels, et à la dissolution du rayon qui, solidaire de ses camarades, refusait de s'incliner et exigeait l'application de la démocratie communiste au sein des Jeunes.

Peu après cette opération de désorganisation du rayon, le nommé Thouron fut exclu des Jeunes, sous une accusation identique à celle qui lui valut son exclusion justifiée d'aujourd'hui. Mais nul ne sait par quel hasard, le nommé Thouron, qui tâcha de s'introduire dans l'Opposition, réintégra le parti, et se trouva secrétaire du Comité des Chômeurs de Drancy.

Aujourd'hui, on l'exclut de nouveau, à juste titre, pour le motif cité précédemment.

Cette histoire a sa morale, qui n'est autre que la démonstration de la nécessité d'une démocratie à l'intérieur des Jeunes. Car ledit Thouron fut imposé au 2^e rayon contre la volonté des camarades; exclu, il revint en ne sait comment, et fut nommé au Secrétariat des Comités des Chômeurs. Par qui ? nul ne le sait. Comment ? nul ne le sait.

Mais ce que chacun sait, c'est qu'une discipline démocratique à l'intérieur des Jeunes aurait permis d'exercer un contrôle sur chacun de ses membres, et que seul le pincement de la démocratie, par la direction du parti, comme de celle des Jeunes, a permis audit Thouron d'exercer son travail nocif.

Un ancien membre du 2^e Rayon des J. C. exclu en 1927 par Thouron, que patronaient Alloyer, Billoux, Rolland.